

Séance publique du lundi 12 novembre 2012

Convoqué le mardi 6 novembre 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil municipal, le lundi 12 novembre 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Nancy CANAUD, Marlène CASTRÉ, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Fanny DOMBRE-COSTE, Christian DUMONT, Stéphane MELLA.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Laure FARGIER, Christian DUPRAZ, Martine PETITOUT, Robert SUBRA.

PROTOCOLE D'ACCORD VILLE DE MONTPELLIER /

**Mme ARNAUD Joséphine – M. ARNAUD Claude – Mme et M. BELLEC
Samuel**

Max LEVITA rapporte :

Fin décembre 2010, la Ville de Montpellier pour faire face à une situation d'urgence s'est vue contrainte d'accueillir une population Rom sur son domaine de Grammont, à proximité du Zénith.

Cette installation s'est faite dans des conditions rapides.

Nonobstant l'installation par la Ville de Montpellier et la Communauté d'Agglomération de Montpellier de sanisettes et toilettes mobiles sur le terrain occupé, accompagnée de diverses formations dispensées par des associations et Médecins du Monde pour former les occupants à l'usage de ces équipements, un certain nombre de problématiques sanitaires ont pu être constatées sur le terrain occupé.

Parallèlement, la Ville de Mauguio s'est faite l'écho de plaintes de certains de ses habitants localisés (famille Arnaud /Bellec) en vis-à-vis du terrain occupé, de l'autre côté de l'autoroute. Ces particuliers se plaignent de subir une pollution de leur nappe phréatique et de leur eau potable et établissent un lien entre l'installation des populations Roms sur le territoire de Grammont et la pollution dont ils sont victimes.

Une étude hydrogéologique mandatée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier a pu constater une pollution des eaux ainsi que la forte perméabilité des terrains concernés.

Cette étude n'est cependant pas suffisante pour déterminer de manière totalement claire les origines de cette pollution.

A ce stade, bien qu'aucun élément ne permette d'établir formellement un lien de causalité direct et exclusif entre l'occupation des terrains de Grammont et les pollutions subies par les riverains, rien ne permet non plus, a contrario, d'écarter définitivement un tel lien.

La Préfecture de l'Hérault a réuni l'ensemble des parties afin de permettre la recherche d'une solution négociée.

Sur cette base, et les autres solutions techniques envisagées s'étant révélées impraticables, la Ville de Montpellier a pris l'attache des particuliers concernés pour envisager un règlement amiable de la situation.

Cette solution consisterait en la prise en charge financière par la Ville d'un « surcreusement » des forages concernés permettant de récupérer une eau située plus profondément et exempte de pollution.
Les devis présentés par les particuliers font état d'une somme totale de 39 474,19 €.

Dans une démarche de conciliation, eu égard au souhait de la Préfecture de trouver une solution amiable et en prenant en considération la relative faiblesse des sommes concernées et le nombre restreint de particuliers affectés, la Ville de Montpellier accepte la prise en charge financière de ces travaux de forage.

Il est toutefois précisé que cette proposition ne vaut en aucun cas reconnaissance de responsabilité.

Il vous est donc soumis en pièce jointe un projet de protocole d'accord permettant le règlement de cette somme ainsi que les conditions de ce règlement.

Il vous est donc proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver les termes du protocole d'accord joint en annexe à conclure avec les familles Arnaud/Bellec
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'adjoint délégué, à signer ledit protocole ainsi que tout document relatif à cette affaire.
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227 – 920 200

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 13/11/2012